

DELIBERATION du CONSEIL MUNICIPAL
De la COMMUNE de SAINT MARD

Séance du 16 mai 2024 à 18 h 50

NOMBRES DE MEMBRES		
Au Conseil Municipal	Présents	Qui ont pris part à la délibération
7	7	7

L'an deux mil vingt-quatre, le seize mai à dix-huit heures cinquante, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le 7 mai 2024, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence Monsieur BARTHÉLÉMY Daniel, Maire

Etaient présents : ANDRÉ Thierry, BARTHELEMY Daniel, BERGÉ Pierre, HOUOT Caroline, VIEL Nadège, HAZOTTE Florence, DEIBER Arielle,

Absents : /

Pouvoirs : /

Excusés : /

Secrétaire : Madame HOUOT Caroline

8.8 ENVIRONNEMENT

DELIBERATION 11_04_2024 : APPROBATION DU PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES AVANT MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la loi n° 92-3 en date du 3 janvier 1992 dite « loi sur l'eau » et la LEMA du 30 décembre 2006,

Vu le décret n° 94-469 du 03 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionné à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que le projet de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, décide :

- D'ADOPTER en l'état les propositions faites par le bureau d'études,
- D'ADOPTER le scénario A - Assainissement collectif pseudo-séparatif avec une station d'épuration intercommunale,
- D'ADOPTER le projet de zonage d'assainissement collectif tel qu'annexé à la présente délibération,
- DE SOUMETTRE le projet de zonage d'assainissement collectif de la commune au préfet du département, en sa qualité d'autorité environnementale,
- DE SOUMETTRE le projet de zonage d'assainissement collectif de la commune à enquête publique selon le Code de l'environnement,
- DE SAISIR Monsieur le Président du Tribunal Administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à régler les frais liés à l'organisation de l'enquête publique,
- DIT que les dépenses sont prévues au budget 2024.

La présente délibération, accompagnée du projet de zonage d'assainissement sera transmise à Monsieur le Préfet et affichée en Mairie

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Daniel BARTHÉLÉMY

Copie pour impression

Réception au contrôle de légalité le 21/05/2024 à 19h20

Référence de l'AR : 054-215404799-20240516-11_04_2024-DE